

Cour de cassation, arrêt du 28 janvier 2021

Signification internationale – Article 40 C. Jud. – Article 6 CEDH – Droit d'accès à un tribunal – Ni domicile, ni résidence, ni domicile élu connus en Belgique – Article 57 C. Jud. – Début du délai d'appel

Internationale betekening – Artikel 40 Ger.W. – Artikel 6 EVRM – Recht tot toegang tot een gerecht – Onbekende woonplaats, verblijfplaats, of gekozen woonplaats in België – Artikel 57 Ger.W. – Start termijn voor beroep

C.20.0007.F

1. **Z. T.,**
2. **V. B.,**

demandereses en cassation,

représentées par Maître Michèle Grégoire, avocat à la Cour de cassation, dont le cabinet est établi à Bruxelles, rue de la Régence, 4, où il est fait élection de domicile,

contre

1. **K. T.,**
2. **S. T.,**

défendeurs en cassation,

en présence de

1. **E. M.,**

représentée par Maître Paul Alain Foriers, avocat à la Cour de cassation, dont le cabinet est établi à Bruxelles, avenue Louise, 250, où il est fait élection de domicile,

2. **X. T.,**
3. **D. T.,**

parties appelées en déclaration d'arrêt commun.

I. La procédure devant la Cour

Le pourvoi en cassation est dirigé contre l'arrêt rendu le 23 juin 2016 par la cour d'appel de Bruxelles.

Le conseiller Michel Lemal a fait rapport.

L'avocat général Thierry Werquin a conclu.

II. Le moyen de cassation

Dans la requête en cassation, jointe au présent arrêt en copie certifiée conforme, les demanderesses présentent un moyen.

III. La décision de la Cour

Sur la fin de non-recevoir opposée au pourvoi par la première partie appelée en déclaration d'arrêt commun et déduite de ce que les demanderesses ont acquiescé à l'arrêt attaqué:

La renonciation au droit de se pourvoir en cassation est de stricte interprétation et ne peut se déduire que de faits qui ne sont susceptibles d'aucune autre interprétation.

L'arrêt attaqué déclare l'appel des défendeurs recevable et rouvre les débats pour permettre aux parties de conclure sur le fondement de cet appel.

Ni de la circonstance que, dans les conclusions déposées postérieurement à cet arrêt, les demanderesses aient demandé à la cour d'appel de déclarer ledit appel "recevable mais non fondé", ni de celle que le pourvoi en cassation ait été formé plus de trois ans et demi après la prononciation de l'arrêt attaqué, il ne se déduit que les demanderesses y ont acquiescé.

La fin de non-recevoir ne peut être accueillie.

Les frais de la signification du mémoire en réponse seront dès lors délaissés à la première partie appelée en déclaration d'arrêt commun.

Sur le fondement du pourvoi:

Sur le moyen:

Quant à la première branche:

Le droit à l'accès à un tribunal, garanti par l'article 6, § 1er, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tel qu'il est interprété par la Cour européenne des droits de l'homme, n'empêche pas les États membres d'assortir l'introduction de recours de conditions, pour autant que celles-ci servent un objectif légitime et qu'il existe une proportion raisonnable entre les conditions imposées et l'objectif poursuivi. Ces conditions ne peuvent avoir pour conséquence qu'il soit porté substantiellement atteinte au droit à introduire un recours.

Aux termes de l'article 40, alinéa 1er, du Code judiciaire, à ceux qui n'ont en Belgique ni domicile, ni résidence, ni domicile élu connus, la copie de l'acte est adressée par l'huissier de justice sous pli recommandé à la poste, à leur domicile ou à leur résidence à l'étranger et en outre par avion si le point de destination n'est pas dans un État limitrophe, sans préjudice des autres modes de transmission convenus entre la Belgique et le pays de leur domicile ou de leur résidence. La signification est réputée accomplie par la remise de l'acte aux services de la poste contre le récépissé de l'envoi dans les formes prévues à l'article.

En vertu de l'article 57 de ce code, à moins que la loi n'en ait disposé autrement, le délai d'appel court à partir de la signification de la décision à personne ou à domicile, ou, le cas échéant, de la remise ou du dépôt de la copie ainsi qu'il est dit aux articles 38 et 40.

En faisant courir le délai d'appel à l'égard du destinataire à partir de la remise de l'acte de la signification de la décision aux services de la poste, soit à partir d'un moment où le destinataire ne peut pas encore avoir connaissance du contenu de la décision, sans qu'il soit en outre possible de déterminer avec certitude quand l'acte à signifier a été présenté au domicile du destinataire ou quand l'intéressé l'a effectivement reçu, ces dispositions restreignent de manière disproportionnée le droit de ce destinataire à introduire un tel recours.

Le moyen, qui, en cette branche, repose sur le soutènement contraire, manque en droit.

Quant à la seconde branche:

D'une part, il n'existe pas de principe général du droit de loyauté procédurale.

D'autre part, il ne ressort pas des pièces de la procédure que, devant la cour d'appel, les demandeurs ont fait valoir qu'il appartenait aux défendeurs de prouver la date à laquelle ils auraient reçu la signification du jugement entrepris.

Dans la mesure où il invoque la violation des articles 1315 du Code civil et 870 du Code judiciaire, le moyen, en cette branche, qui n'a pas été soumis au juge du fond, dont celui-ci ne s'est pas saisi de sa propre initiative et dont il n'était pas tenu de se saisir, est, comme le soutient la première partie appelée en déclaration d'arrêt commun, nouveau.

Pour le surplus, la violation prétendue des autres dispositions légales visées au moyen, en cette branche, est entièrement déduite de celle, vainement alléguée, desdits articles 1315 et 870.

Le moyen, en cette branche, est irrecevable.

Et le rejet du pourvoi prive d'intérêt la demande en déclaration d'arrêt commun.

PAR CES MOTIFS

LA COUR,

Rejette le pourvoi et la demande en déclaration d'arrêt commun;

Délaisse à la première partie appelée en déclaration d'arrêt commun les frais de signification de son mémoire en réponse;

Condamne les demanderesses aux autres dépens.

Les dépens taxés à la somme de six cent septante euros quarante-six centimes envers les parties demanderesses, y compris la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne, limitée à vingt euros, à la somme de trois cent onze euros trente-deux centimes envers la première partie appelée en déclaration d'arrêt commun pour la signification du mémoire en réponse et à la somme de six cent cinquante euros due à l'État au titre de mise au rôle.

Ainsi jugé par la Cour de cassation, première chambre, à Bruxelles, où siégeaient le président de section Christian Storck, président, le président de section Mireille Delange, les conseillers Michel Lemal, Sabine Geubel et Marielle Moris, et prononcé en audience publique du vingt-huit janvier deux mille vingt et un par le président de section Christian Storck, en présence de l'avocat général Thierry Werquin, avec l'assistance du greffier Patricia De Wadripont.

Hof van Cassatie, arrest van 11 december 2020

Betekening – Verordening 1896/2006 (Betalingsbevel) – Artikel 8 – Degene voor wie het stuk is bestemd – Weigering in ontvangst te nemen – Ontvangende instantie – Taal die de bestemming begrijpt of geacht wordt te begrijpen – Vertaling in de officiële taal – Verplichting modelformulier bijlage II

Signification – Règlement 1896/2006 (Injonction de payer) – Article 8 – Destinataire de l’acte – Refus de réception de l’acte – Entité requise – Langue comprise ou présumée comprise par le destinataire – Traduction dans une langue officielle – Obligation de faire usage du formulaire modèle (annexe II)

C.18.0259.N

F. nv, met zetel te [...] Willebroek, [...],

vertegenwoordigd door mr. Caroline De Baets, advocaat bij het Hof van Cassatie, met kantoor te 1150 Brussel, Laurierlaan 1, waar de eiseres woonplaats kiest,

tegen

P.J.,

verweerder,

vertegenwoordigd door mr. Willy van Eeckhoutte, advocaat bij het Hof van Cassatie, met kantoor te 9051 Gent, Drie Koningenstraat 3, waar de verweerder woonplaats kiest.

I. Rechtspleging voor het Hof

Het cassatieberoep is gericht tegen het arrest van het hof van beroep te Antwerpen van 19 december 2016.

Advocaat-generaal Els Herregodts heeft op 25 november 2020 een schriftelijke conclusie neergelegd.

Raadsheer Ilse Couwenberg heeft verslag uitgebracht.

Advocaat-generaal Els Herregodts heeft geconcludeerd.

II. Cassatiemiddel

De eiseres voert in haar verzoekschrift dat aan dit arrest is gehecht, een middel aan.

III. Beslissing van het Hof

Beoordeling

Eerste onderdeel

1. Artikel 8, lid 1, Verordening (EG) nr. 1393/2007 van 13 november 2007 (hierna: Betekeningsverordening) bepaalt: *“De ontvangende instantie stelt degene voor wie het stuk is bestemd, door middel van het in bijlage II opgenomen modelformulier in kennis van het feit dat hij kan weigeren het stuk waarvan betekening of kennisgeving moet worden verricht, in ontvangst te nemen op het ogenblik van de betekening of kennisgeving ofwel door het stuk binnen een week naar de ontvangende instantie terug te zenden, indien het niet is gesteld in of niet vergezeld gaat van een vertaling in een van de volgende talen a) een taal die degene voor wie het stuk bestemd is, begrijpt, of b) de officiële taal van de aangezochte lidstaat of, indien er verscheidene officiële talen in de aangezochte lidstaat zijn, de officiële taal of een van de officiële talen van de plaats waar de betekening of kennisgeving moet worden verricht”*.

Lid 2 van voormeld artikel bepaalt: *“Indien de ontvangende instantie ervan op de hoogte is gesteld dat de persoon voor wie het stuk is bestemd dit overeenkomstig lid 1 weigert in ontvangst te nemen, stelt zij de verzendende instantie daarvan onmiddellijk door middel van het in artikel 10 bedoelde certificaat in kennis en zendt zij de aanvraag alsmede de stukken waarvan de vertaling wordt gevraagd terug”*.

Lid 3 van dit artikel bepaalt: *“Indien degene voor wie het stuk is bestemd overeenkomstig lid 1 heeft geweigerd het stuk in ontvangst te nemen, kan de betekening of kennisgeving van het stuk worden geregulariseerd door aan degene voor wie het stuk is bestemd overeenkomstig deze verordening betekening of kennisgeving te doen van het stuk vergezeld van een vertaling in een taal zoals bedoeld in lid 1. In dat geval is de datum van betekening of kennisgeving van het stuk die waarop de betekening of kennisgeving van het stuk vergezeld van de vertaling overeenkomstig het recht van de aangezochte lidstaat is geschied. Wanneer de betekening of kennisgeving van een stuk overeenkomstig het recht van een lidstaat echter binnen een bepaalde termijn moet worden verricht, dan is de datum die ten aanzien van de aanvrager in aanmerking wordt genomen de datum van betekening of kennisgeving van het oorspronkelijke stuk, vastgesteld overeenkomstig artikel 9, lid 2”*.

Artikel 8, lid 4, Betekeningsverordening bepaalt dat de leden 1, 2 en 3 van toepassing zijn op de wijzen van verzending en betekening of kennisgeving van gerechtelijke stukken overeenkomstig Afdeling 2, waaronder de kennisgeving per post.

Artikel 8, lid 5, van voormelde verordening bepaalt ten slotte dat voor de toepassing van lid 1, wanneer de betekening of kennisgeving overeenkomstig artikel 14 per post is verricht, de autoriteit of bevoegde persoon degene voor wie het stuk is bestemd in kennis stelt van het feit dat hij kan weigeren het stuk in ontvangst te nemen en dat de geweigerde stukken naar deze autoriteit of persoon moeten worden gezonden.

2. Het Hof van Justitie van de Europese Unie oordeelt in vaste rechtspraak dat artikel 8 Betekeningsverordening in die zin moet worden uitgelegd dat de ontvangende instantie verplicht is om, in alle omstandigheden en zonder dat zij daarbij over enige beoordelingsmarge beschikt, degene voor wie een stuk is bestemd, mee te delen dat hij het recht heeft te weigeren dat stuk in ontvangst te nemen. Daartoe moet zij stelselmatig gebruikmaken van het in bijlage II bij verordening nr. 1393/2007 opgenomen modelformulier (HvJ 16 september 2015, zaak C-519/13, *Alpha Bank Cyprus Ltd*, r.o. 40-58; HvJ 28 april 2016, zaak C-384/14, *Alta Realitat SL*, r.o. 55-69; HvJ 2 maart 2017, zaak C-354/15, *Andrew Marcus Henderson*, r.o. 56 en 60; HvJ 6 september 2018, zaak C-21/17, *Catlin Europe SE*, r.o. 38).

Het Hof van Justitie steunt dit oordeel in het bijzonder op de volgende overwegingen:

- artikel 8, lid 1, formuleert twee zaken die weliswaar verbonden, maar toch verschillend zijn, namelijk enerzijds de inhoud van het recht van degene voor wie het stuk is bestemd om te weigeren dat stuk in ontvangst te nemen omdat het niet is gesteld in of vergezeld gaat van een vertaling in een taal die hij wordt geacht te begrijpen, en anderzijds de formele mededeling door de ontvangende instantie dat hij dat recht heeft;
- de verordening nr. 1393/2007 kent de ontvangende instantie geen enkele bevoegdheid toe om te beoordelen of is voldaan aan de voorwaarden van artikel 8, lid 1, waaronder degene voor wie een stuk is bestemd, kan weigeren dat stuk in ontvangst te nemen;
- de rechter zal daarover pas na het instellen van de betekenis- of kennisgevingsprocedure waarbij wordt vastgesteld wat de daartoe relevante stukken zijn, uitspraak doen nadat degene voor wie een stuk is bestemd, daadwerkelijk heeft geweigerd dat stuk in ontvangst te nemen omdat het niet is gesteld in een taal die hij begrijpt of geacht wordt te begrijpen; de rechter dient dan op vraag van de verzoeker na te gaan of die weigering al dan niet gerechtvaardigd was;
- het door de verordening nr. 1393/2007 ingevoerde stelsel schrijft het gebruik van twee modelformulieren, opgenomen in bijlage I en bijlage II bij die verordening, voor en voorziet niet in enige uitzondering op het gebruik van die formulieren;
- die formulieren dragen ertoe bij de procedure voor de verzending van stukken eenvoudiger en transparanter te maken, waardoor zowel de leesbaarheid van die stukken als de zorgvuldigheid van de verzending ervan wordt gewaarborgd, en vormen middelen om de geadresseerden in kennis te stellen van de hun ter beschikking staande mogelijkheid om te weigeren het te betekenen of ter kennis te brengen stuk in ontvangst te nemen;
- uit de bewoordingen van het opschrift en de inhoud van het in bijlage II opgenomen modelformulier blijkt dat de, op grond van artikel 8, lid 1, bestaande mogelijkheid om te weigeren het te betekenen of ter kennis te brengen stuk in ontvangst te nemen, wordt aangemerkt als een “recht” van degene voor wie dat stuk is bestemd;
- opdat dit recht op weigering op nuttige wijze de ermee beoogde effecten daadwerkelijk zou kunnen sorteren, is het noodzakelijk dat degene voor wie het stuk is bestemd vooraf en schriftelijk naar behoren wordt meegedeeld dat hij dat recht heeft;
- hiertoe is de ontvangende instantie in alle gevallen verplicht om bij het te betekenen of ter kennis te brengen stuk het in bijlage II opgenomen modelformulier te voegen, dat deze informatie verstrekt;
- deze uitlegging zorgt ervoor dat de transparantie wordt gewaarborgd doordat degene voor wie een stuk is bestemd, in staat wordt gesteld de omvang van zijn rechten te kennen, en maakt tevens een uniforme toepassing van verordening nr. 1393/2007 mogelijk, terwijl zij de verzending van dat stuk op generlei wijze vertraagt, maar er integendeel toe bijdraagt die verzending te vereenvoudigen en te vergemakkelijken.

3. Uit artikel 8 Betekeningsverordening en bovenstaande rechtspraak volgt aldus kennelijk dat de nationale ontvangende instantie, steeds verplicht is om bij de betekening of kennisgeving van een stuk een modelformulier van bijlage II te voegen, ook wanneer het stuk is gesteld of vergezeld gaat van een vertaling in een taal die de geadresseerde begrijpt of in de officiële taal van de plaats waar de betekening of kennisgeving moet worden verricht, overeenkomstig de vereisten vervat in lid 1 van die bepaling.

De geadresseerde moet immers in alle omstandigheden het door artikel 8 van voormelde verordening verleende recht kunnen uitoefenen om te weigeren een te betekenen of ter kennis te brengen stuk in ontvangst te nemen. Pas na de daadwerkelijke uitoefening van dit recht staat het aan de rechter die van de zaak kennisneemt, om te beoordelen of de weigering gerechtvaardigd is, doordat het stuk niet

is gesteld of vergezeld gaat van een vertaling in een taal die voldoet aan de vereisten vervat in lid 1 van die bepaling.

4. Het onderdeel dat ervan uitgaat dat de voeging van een modelformulier van bijlage II niet is verplicht wanneer het te betekenen of ter kennis te brengen stuk is gesteld of vergezeld gaat van een vertaling in de officiële taal van de plaats waar de betekening of kennisgeving moet worden verricht, faalt naar recht.

5. Er is geen aanleiding tot het stellen van de prejudiciële vraag.

Tweede onderdeel

6. Het Hof van Justitie van de Europese Unie oordeelt in vaste rechtspraak dat artikel 8 Betekeningsverordening in die zin moet worden uitgelegd dat wanneer de ontvangende instantie, die het betrokken stuk moet betekenen aan of ter kennis moet brengen van degene voor wie het stuk is bestemd, het in bijlage II bij verordening nr. 1393/2007 opgenomen modelformulier niet bij het stuk heeft gevoegd, dat verzuim moet worden hersteld overeenkomstig de bepalingen van die verordening (HvJ 16 september 2015, zaak C-519/13, *Alpha Bank Cyprus Ltd*, r.o. 61-76; HvJ 28 april 2016, zaak C-384/14, *Alta Realitat SL*, r.o. 71-76; HvJ 2 maart 2017, zaak C-354/15, *Andrew Marcus Henderson*, r.o. 58 en 65; HvJ 6 september 2018, zaak C-21/17, *Catlin Europe SE*, r.o. 49-50).

Het Hof van Justitie oordeelt in het bijzonder dat:

- de ontvangende instantie degenen voor wie het stuk is bestemd, onverwijld dient mee te delen dat zij het recht hebben te weigeren dat stuk in ontvangst te nemen, door hun overeenkomstig artikel 8, lid 1, van verordening nr. 1393/2007 het in bijlage II bij die verordening opgenomen modelformulier toe te zenden;
- het recht om te weigeren een te betekenen of ter kennis te brengen stuk in ontvangst te nemen, voortvloeit uit de noodzaak om het recht van verdediging van de geadresseerde te beschermen in overeenstemming met de eisen van een eerlijk proces;
- hieruit volgt dat noch de nationale autoriteiten die zich met de verzending bezighouden, noch de rechter die in de lidstaat van herkomst van de zaak kennisneemt, op enigerlei wijze mogen voorkomen dat de betrokkene dat recht uitoefent;
- hieraan dient te worden toegevoegd dat, mochten de geadresseerden na de mededeling van hun recht te weigeren het betreffende stuk in ontvangst te nemen, gebruikmaken van dit recht, het aan de nationale rechter bij wie de zaak in de lidstaat van herkomst aanhangig is gemaakt, staat om te beslissen of die weigering, gelet op alle omstandigheden van het geval, al dan niet gerechtvaardigd is.

7. Uit deze en de in r.o. 2 vermelde rechtspraak volgt kennelijk dat wanneer bij de betekening of kennisgeving van een stuk geen modelformulier van bijlage II is gevoegd, de rechter die in de lidstaat van herkomst van de zaak kennisneemt, in geen geval uitwerking mag verlenen aan die betekening of kennisgeving zolang dit verzuim niet is hersteld. Hij beschikt niet over enige marge om te beoordelen of de geadresseerde door dit verzuim belangenschade heeft geleden door na te gaan of een weigering om het stuk in ontvangst te nemen, gerechtvaardigd zou zijn geweest.

Pas na de mededeling aan de geadresseerde door middel van voormeld formulier van zijn recht om te weigeren het stuk in ontvangst te nemen en na de daadwerkelijke uitoefening van dit recht, staat het aan de rechter om te beoordelen of de weigering gerechtvaardigd is, doordat het stuk niet is gesteld of vergezeld gaat van een vertaling in een taal die voldoet aan de vereisten vervat in artikel 8, lid 1, Betekeningsverordening.

8. Het onderdeel dat ervan uitgaat dat de rechter aan een betekening of kennisgeving van een stuk waarbij geen modelformulier van bijlage II is gevoegd, toch uitwerking dient te verlenen wanneer hij oordeelt dat de geadresseerde door dit verzuim geen belangenschade heeft geleden, faalt naar recht.

9. Er is geen aanleiding tot het stellen van de prejudiciële vraag.

DICTION

HET HOF,

Verwerpt het cassatieberoep.

Veroordeelt de eiseres tot de kosten.

Bepaalt de kosten voor de eiseres op 1.293,05 euro.

Dit arrest is gewezen te Brussel door het Hof van Cassatie, eerste kamer, samengesteld uit sectievoorzitter Koen Mestdagh, als voorzitter, sectievoorzitter Geert Jocqué, en de raadsheren Bart Wylleman, Ilse Couwenberg en Sven Mosselmans, en in openbare rechtszitting van 11 december 2020 uitgesproken door sectievoorzitter Koen Mestdagh, in aanwezigheid van advocaat-generaal Els Herregodts, met bijstand van griffier Mike Van Beneden.